



SEMAFO inc.

États financiers consolidés intermédiaires (non audités)

31 mars 2019

Table des matières

ÉTATS FINANCIERS	Page
Avis au lecteur.....	3
États consolidés intermédiaires de la situation financière	4
États consolidés intermédiaires du résultat.....	5
États consolidés intermédiaires du résultat global	6
États consolidés intermédiaires des variations des capitaux propres	7
Tableaux consolidés intermédiaires des flux de trésorerie.....	8
 NOTES ANNEXES	
1. Constitution et nature des activités de la Société	9
2. Mode de présentation	9
3. Sommaire des principales méthodes comptables	9
4. Nouvelles normes comptables publiées et en vigueur	11
5. Estimations et jugements comptables critiques	12
6. Trésorerie	12
7. Clients et autres débiteurs.....	13
8. Stocks.....	13
9. Immobilisations corporelles	14
10. Autres actifs financiers non courants	15
11. Dette à long terme	16
12. Contrats de location	17
13. Provisions	18
14. Instruments financiers	19
15. Charges d'exploitation minière	20
16. Charges administratives	21
17. Rémunération fondée sur des actions	21
18. Charges financières	22
19. Participations ne donnant pas le contrôle	22
20. Résultat par action	22
21. Engagements financiers et éventualités	23
22. Informations financières incluses dans les tableaux consolidés intermédiaires des flux de trésorerie	24
23. Information sectorielle	25
24. Événement subséquent	25

Avis au lecteur

En vertu de l'alinéa a) du paragraphe 3) de l'article 4.3 de la partie 4 du Règlement 51-102, les états financiers intermédiaires qui n'ont pas fait l'objet d'une mission d'examen doivent être accompagnés d'un avis indiquant que ces états financiers n'ont pas été examinés par un auditeur.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société ci-joints ont été préparés par la direction et la responsabilité de ces états financiers incombe à la direction.

L'auditeur indépendant de la Société n'a pas effectué une mission d'examen de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités conformément aux normes établies par les Comptables professionnels agréés du Canada pour une mission d'examen d'états financiers intermédiaires par un auditeur de l'entité.

États consolidés intermédiaires de la situation financière

(en milliers de dollars américains – non audité)

	Au 31 mars 2019 \$ (note 4)	Au 31 décembre 2018 \$
Actif		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 6)	98 985	96 519
Clients et autres débiteurs (note 7)	38 163	29 434
Impôt sur le résultat à recevoir	6 681	6 390
Stocks (note 8)	84 602	83 211
Autres actifs courants	5 245	5 378
	233 676	220 932
Actifs non courants		
Avance à recevoir	1 916	2 117
Liquidités soumises à des restrictions (note 6)	25 163	25 340
Immobilisations corporelles (note 9)	796 554	782 060
Immobilisation incorporelle	1 167	1 204
Autres actifs financiers non courants (note 10)	5 137	2 622
	829 937	813 343
Total de l'actif	1 063 613	1 034 275
Passif		
Passifs courants		
Fournisseurs et charges à payer	61 172	63 905
Tranche courante de la dette à long terme (note 11)	60 104	60 181
Tranche courante des passifs de location (note 12)	11 793	7 820
Tranche courante des passifs liés aux régimes d'unités d'actions (note 17)	4 172	3 311
Provisions (note 13)	2 928	3 051
	140 169	138 268
Passifs non courants		
Dette à long terme (note 11)	42 968	57 388
Passifs de location (note 12)	23 653	20 144
Passifs liés aux régimes d'unités d'actions (note 17)	2 092	2 263
Provisions (note 13)	24 022	23 561
Passifs d'impôt différé	53 705	39 548
	146 440	142 904
Total du passif	286 609	281 172
Capitaux propres		
Attribuables aux actionnaires de la Société		
Capital social	624 308	623 604
Surplus d'apport	6 497	6 771
Cumul des autres éléments du résultat global	(16 560)	(18 909)
Résultats non distribués	126 882	109 216
	741 127	720 682
Participations ne donnant pas le contrôle	35 877	32 421
Total des capitaux propres	777 004	753 103
Total du passif et des capitaux propres	1 063 613	1 034 275
Engagements financiers et éventualités (note 21)		
Événement subséquent (note 24)		

Approuvé par le conseil d'administration,

Gilles Masson, CPA, CA, administrateur

Benoit Desormeaux, CPA, CA, administrateur

États consolidés intermédiaires du résultat

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action – non audité)

	Trimestres terminés les 31 mars	
	2019 \$	2018 \$
Produits – Ventes d'or	138 541	62 698
Charges d'exploitation		
Charges d'exploitation minière (note 15).....	51 405	39 778
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	39 628	25 428
Charges administratives (note 16)	3 960	3 917
Dépenses relatives à la responsabilité sociale corporative	357	222
Rémunération fondée sur des actions (note 17)	2 832	1 418
Résultat opérationnel	40 359	(8 065)
Autres charges (produits)		
Produits financiers.....	(548)	(641)
Charges financières (note 18).....	3 556	313
Perte (gain) de change.....	496	(428)
Résultat avant l'impôt sur le résultat	36 855	(7 309)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat		
Exigible	734	527
Différé	14 999	(2 936)
	15 733	(2 409)
Résultat net de la période	21 122	(4 900)
Attribuable aux :		
Actionnaires de la Société.....	17 666	(4 710)
Participations ne donnant pas le contrôle (note 19)	3 456	(190)
	21 122	(4 900)
Résultat par action (note 20)		
De base.....	0,05	(0,01)
Dilué.....	0,05	(0,01)

États consolidés intermédiaires du résultat global

(en milliers de dollars américains – non audité)

	Trimestres terminés les 31 mars	
	2019 \$	2018 \$
Résultat net de la période	21 122	(4 900)
Autres éléments du résultat global		
Élément qui ne sera pas reclassé au résultat net		
Variation de la juste valeur de placements en instruments de capitaux propres à la JVAERG (déduction faite de l'impôt nul).....	2 349	(553)
Résultat global de la période, déduction faite de l'impôt	23 471	(5 453)
Attribuable aux :		
Actionnaires de la Société.....	20 015	(5 263)
Participations ne donnant pas le contrôle (note 19).....	3 456	(190)
	23 471	(5 453)

États consolidés intermédiaires des variations des capitaux propres

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions – non audité)

	Attribuable aux actionnaires de la Société						Participa- tions ne donnant pas le contrôle	TOTAL DES CAPI- TAUX PRO-
	Capital social		Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total		
	Actions ordinaires (en milliers)	Montant \$						
Solde au 31 décembre 2017	324 982	622 294	7 220	2 256	97 710	729 480	31 082	760 562
Ajustement suivant l'adoption d'IFRS 9 (déduction faite de l'impôt)	—	—	—	(19 600)	19 600	—	—	—
Solde au 1 ^{er} janvier 2018	324 982	622 294	7 220	(17 344)	117 310	729 480	31 082	760 562
Résultat net de la période	—	—	—	—	(4 710)	(4 710)	(190)	(4 900)
Autres éléments du résultat global de la période								
Variation de la juste valeur de placements en instruments de capitaux propres à la JVAERG (déduction faite de l'impôt nul) (note 14).....	—	—	—	(553)	—	(553)	—	(553)
Total du résultat global de la période, déduction faite de l'impôt.....	—	—	—	(553)	(4 710)	(5 263)	(190)	(5 453)
Actions émises à l'exercice d'options	560	1 125	(384)	—	—	741	—	741
Solde au 31 mars 2018	325 542	623 419	6 836	(17 897)	112 600	724 958	30 892	755 850
Solde au 1 ^{er} janvier 2019	325 617	623 604	6 771	(18 909)	109 216	720 682	32 421	753 103
Résultat net de la période	—	—	—	—	17 666	17 666	3 456	21 122
Autres éléments du résultat global de la période								
Variation de la juste valeur de placements en instruments de capitaux propres à la JVAERG (déduction faite de l'impôt nul) (note 14).....	—	—	—	2 349	—	2 349	—	2 349
Résultat global de la période, déduction faite de l'impôt.....	—	—	—	2 349	17 666	20 015	3 456	23 471
Actions émises à l'exercice d'options	201	704	(274)	—	—	430	—	430
Solde au 31 mars 2019	325 818	624 308	6 497	(16 560)	126 882	741 127	35 877	777 004

Tableaux consolidés intermédiaires des flux de trésorerie

(en milliers de dollars américains – non audité)

	Trimestres terminés les 31 mars	
	2019 \$	2018 \$
Flux de trésorerie liés aux :		
Activités opérationnelles		
Résultat net de la période	21 122	(4 900)
Ajustements :		
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	39 628	25 428
Rémunération fondée sur des actions	2 832	1 418
Perte (gain) de change latente	116	(552)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat différé	14 999	(2 936)
Autres	283	(67)
	78 980	18 391
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 22 a)	(15 736)	(15 636)
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles	63 244	2 755
Activités de financement		
Remboursement sur la dette à long terme (note 11)	(15 000)	—
Remboursement sur le financement d'équipement (note 11)	(77)	(77)
Versements sur les passifs de location (note 12)	(2 125)	(1 145)
Produit de l'émission de titres du capital social, déduction faite des frais d'émission	430	741
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement	(16 772)	(481)
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations corporelles (note 22 c)	(43 179)	(61 156)
Acquisitions nettes de placements en instruments de capitaux propres	—	(1 606)
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement	(43 179)	(62 762)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(827)	958
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	2 466	(59 530)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	96 519	198 950
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	98 985	139 420
Intérêts payés	2 775	2 330
Intérêts reçus	548	710
Impôt sur le résultat payé	851	1 356
Informations supplémentaires sur les éléments hors trésorerie (note 22 b)		

1. Constitution et nature des activités de la Société

SEMAFO inc. (la « Société ») est régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec) et cotée à la Bourse de Toronto (le « TSX ») et à la Bourse NASDAQ OMX de Stockholm. L'adresse du siège social de la Société est le 100 boulevard Alexis-Nihon, 7^e étage, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4M 2P3.

Les filiales de la Société se consacrent aux activités minières aurifères incluant l'exploration, le développement et la production d'or. Ces activités se déroulent en Afrique occidentale. La Société exploite deux mines, les mines Boungou et Mana, au Burkina Faso. SEMAFO est engagée à créer de la valeur par l'exploitation minière responsable de ses actifs de qualité et en tirant profit de son pipeline de projets en développement. Les filiales de la Société détiennent aussi des participations dans des propriétés minières. Le recouvrement potentiel des dépenses engagées sur ces propriétés et des frais différés connexes dépend de l'existence en quantité suffisante de réserves de minerai, de la capacité d'obtenir et de conserver tous les permis requis, de la capacité d'obtenir le financement nécessaire pour la mise en exploitation de ces propriétés minières et de la rentabilité de la production future de la Société.

2. Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») qui s'appliquent à l'établissement d'états financiers intermédiaires, y compris IAS 34, *Information financière intermédiaire*, telles qu'elles sont publiées par l'*International Accounting Standards Board* (l'« IASB »).

Les méthodes comptables appliquées lors de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés sont conformes à celles qui ont été appliquées lors de l'établissement des états financiers annuels de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, exception faite de l'adoption des nouvelles normes comptables décrites à la note 4. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers annuels de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, lesquels ont été dressés conformément aux IFRS publiées par l'IASB.

Le conseil d'administration a approuvé les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés le 7 mai 2019.

3. Sommaire des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables suivantes complètent celles décrites dans nos états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.

Contrats de location

La Société est une partie à des contrats de location visant, entre autres :

- a) Des bâtiments et du matériel relatifs à l'exploitation minière
 - Espaces à bureaux
 - Ateliers
 - Réservoirs
- b) De l'équipement d'extraction minière
- c) Du matériel roulant, du matériel de communication et du matériel informatique.

Les modalités de chaque contrat de location sont négociées au cas par cas et présentent une grande variété de termes et conditions. Les contrats de location ne comportent aucune clause restrictive.

Les contrats de location sont comptabilisés sous la forme d'un actif au titre de droits d'utilisation et d'un passif correspondant à la date à laquelle l'actif loué est disponible pour utilisation par la Société. Chaque paiement de location est réparti entre le passif et les charges financières. Les charges financières sont imputées au résultat net sur la période du contrat de location de façon à produire un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant du passif pour chaque période. L'actif au titre de droits d'utilisation est amorti sur la durée du contrat de location sur une base linéaire ou sur la durée d'exploitation de la mine en se basant sur l'estimation du nombre d'onces d'or récupérables (la méthode des unités de production).

3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

Contrats de location (suite)

Actifs au titre de droits d'utilisation

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont initialement évalués au coût, ce qui comprend :

- Le montant de l'évaluation initiale du passif de location,
- Tout paiement de location fait à la date d'entrée en vigueur ou avant, déduction faite de tout incitatif de location,
- Tous les coûts initiaux directement engagés par la Société,
- Les coûts de restauration.

Après la date d'entrée en vigueur, les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût, déduction faite de tout amortissement cumulé et de toutes les pertes de valeur cumulées, ajusté pour toute réévaluation du passif de location.

Passif de location

Le passif de location est initialement évalué à la valeur actuelle des paiements de location qui n'ont pas encore été versés à cette date. Ceci comprend :

- Les paiements fixes, déduction faite de tout incitatif de location à recevoir;
- Les paiements de location variables, qui dépendent d'un indice ou d'un taux;
- Les montants que la Société s'attend à payer en vertu de garanties de valeur résiduelle;
- Le prix d'exercice d'une option d'achat si la Société est raisonnablement certaine d'exercer cette option; et
- Les paiements de pénalité pour la résiliation d'un contrat de location, si la durée du contrat reflète l'exercice par le preneur de l'option de résilier le contrat de location.

Les paiements de location sont actualisés en utilisant le taux d'emprunt marginal de la Société, à moins que le taux implicite du contrat de location soit facilement déterminable, auquel cas ce dernier est alors utilisé.

Des options de prolongation et de résiliation sont intégrées à plusieurs des contrats de location d'immobilisations corporelles de la Société. Ces modalités sont utilisées pour maximiser la marge de manœuvre opérationnelle dans le cadre de la gestion des contrats. La majorité des options de prolongation et de résiliation disponibles ne peuvent être exercées que par la Société et non par les bailleurs respectifs. La durée d'un contrat de location telle que déterminée par la Société comprend :

- La période contractuelle non résiliable;
- Les périodes couvertes par une option de prolonger le contrat de location si la Société est raisonnablement certaine d'exercer cette option; et
- Les périodes couvertes par une option de résilier le contrat de location si la Société est raisonnablement certaine de ne pas exercer cette option.

Exemptions

La Société a choisi de se prévaloir des exemptions pour les contrats de location dont l'actif sous-jacent est de faible valeur et pour les contrats de location dont la durée ne dépasse pas 12 mois. Les paiements relatifs à de tels contrats de location sont comptabilisés sur une base linéaire et sont passés en charges dans le résultat net.

4. Nouvelles normes comptables publiées et en vigueur

IFRS 16, Contrats de location (« IFRS 16 »)

Le 1^{er} janvier 2019, la Société a adopté la norme IFRS 16, qui établit les principes devant être utilisés par une entité afin de déterminer la comptabilisation, l'évaluation, la présentation et l'information à fournir des contrats de location à l'égard des deux parties au contrat, c'est-à-dire le client (« preneur ») et le fournisseur (« bailleur »). IFRS 16 remplace la norme qui s'appliquait antérieurement aux contrats de location, IAS 17, *Contrats de location*, ainsi que les interprétations y afférentes.

Le changement le plus important découlant de l'adoption d'IFRS 16 est la comptabilisation d'actifs au titre de droits d'utilisation et de passifs de location pour les contrats de location simple existants en vertu d'IAS 17.

La Société a adopté la norme sur une base rétrospective, en comptabilisant l'effet cumulatif de l'application initiale d'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019, tout effet étant comptabilisé aux résultats non distribués et sans retraitement des années antérieures. Puisque la Société a comptabilisé des actifs au titre de droits d'utilisation d'un montant équivalent aux passifs de location diminué des passifs courus, il n'y a eu aucun impact sur les résultats non distribués à l'adoption. Pour les contrats de location précédemment classés dans les contrats de location-financement en vertu d'IAS 17, les actifs au titre de droits d'utilisation et les passifs de location au 1^{er} janvier 2019 ont été établis à la valeur comptable des actifs en location et des passifs de location immédiatement avant cette date, évaluée en vertu d'IAS 17.

L'adoption d'IFRS 16 s'est soldée par la comptabilisation d'actifs au titre de droits d'utilisation (dans les immobilisations corporelles) et de passifs de location pour les contrats de location simple d'un montant de 7 371 000 \$ au 1^{er} janvier 2019. Ces passifs ont été évalués à la valeur actuelle des paiements de location restants, actualisée en utilisant le taux d'emprunt marginal de la Société au 1^{er} janvier 2019, soit un taux moyen de 7 %, ou en utilisant le taux implicite du contrat.

Lors de l'application initiale d'IFRS 16, la Société a utilisé les mesures de simplification suivantes permises par la norme :

- L'utilisation d'un taux d'actualisation unique pour un portefeuille de contrats de location avec des caractéristiques raisonnablement similaires;
- La comptabilisation des contrats de location simple dont la durée restante était de moins de 12 mois au 1^{er} janvier 2019 en tant de contrats de location à court terme (au cas par cas);
- L'utilisation d'informations *a posteriori* pour déterminer la durée d'un contrat de location lorsque le contrat en question contient des options de prolongation ou de résiliation du contrat; et
- Le recours à son évaluation à savoir si certains contrats de location sont déficitaires.

La Société a choisi de comptabiliser les charges liées aux contrats de location de faible valeur sur une base linéaire sur la durée des contrats de location.

Le tableau suivant présente un rapprochement entre les engagements relatifs à des contrats de location simple au 31 décembre 2018 en vertu d'IAS 17 et les passifs de location comptabilisés au 1^{er} janvier 2019 en vertu d'IFRS 16 :

	\$
Engagements relatifs à des contrats de location simple en vertu d'IAS 17 au 31 décembre 2018	8 762
Actualisés en utilisant le taux d'emprunt marginal de la Société, soit 7 %, ou le taux implicite du contrat de location	(981)
(Moins) : Mesure de simplification transitoire – la durée du contrat de location se termine dans les 12 mois suivant la date d'application initiale	(158)
(Moins) : Contrats de location de faible valeur comptabilisés sur une base linéaire	(252)
Sous-total – Passifs de location additionnels suivant l'application initiale d'IFRS 16	7 371
Plus : Passifs liés à des contrats de location-financement comptabilisés en vertu d'IAS 17 au 31 décembre 2018 (note 12)	27 964
Passifs de location au 1^{er} janvier 2019	35 335

4. Nouvelles normes comptables publiées et en vigueur (suite)

IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux* (« IFRIC 23 »)

L'interprétation clarifie comment appliquer les exigences de comptabilisation et d'évaluation de la norme IAS 12, *Impôts sur le résultat*, lorsqu'il y a incertitude relativement aux traitements fiscaux. L'interprétation aborde spécifiquement les éléments suivants :

- Si une entité doit considérer les traitements fiscaux incertains séparément;
- Les hypothèses formulées par une entité à propos de l'examen des traitements fiscaux par les autorités fiscales;
- Comment une entité détermine le résultat imposable, les bases fiscales, les pertes fiscales inutilisées, les crédits d'impôt inutilisés et les taux d'imposition; et
- Comment une entité considère les changements de faits et de circonstances.

IFRIC 23 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. La Société est arrivée à la conclusion que l'adoption d'IFRIC 23 n'a aucun impact sur ses états financiers.

IAS 23, *Coûts d'emprunt* (« IAS 23 »)

En décembre 2017, l'IASB a publié des amendements à la norme IAS 23. Les amendements à la norme IAS 23 clarifient quels coûts d'emprunt sont admissibles à la capitalisation dans certaines circonstances particulières.

IAS 23 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. La Société est arrivée à la conclusion que l'adoption des amendements à la norme IAS 23 n'a aucun impact sur ses états financiers.

5. Estimations et jugements comptables critiques

Évaluation des passifs de location et des actifs au titre de droits d'utilisation

L'application d'IFRS 16 exige de la Société qu'elle porte des jugements qui ont une incidence sur l'évaluation des passifs de location et l'évaluation des actifs au titre de droits d'utilisation. Ceux-ci comprennent : la détermination des contrats couverts par le champ d'application d'IFRS 16, la détermination de la durée des contrats de location et la détermination du taux d'intérêt utilisé pour actualiser les futurs flux de trésorerie.

La durée d'un contrat de location, telle que déterminée par la Société, comprend généralement la période contractuelle non résiliable, les périodes couvertes par une option de prolongation du contrat de location si la Société est raisonnablement certaine d'exercer cette option et les périodes couvertes par une option de résiliation du contrat de location si la Société est raisonnablement certaine de ne pas exercer cette option. Les mêmes conditions s'appliquent à la durée d'utilisation économique des actifs au titre de droits d'utilisation.

6. Trésorerie

	Au 31 mars 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie		
Trésorerie.....	72 994	70 803
Équivalents de trésorerie	25 991	25 716
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	98 985	96 519
Liquidités soumises à des restrictions		
Compte de dépôt en lien avec la facilité de crédit avec Macquarie (note 11) .	15 000	15 000
Fonds placés en fiducie au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	9 449	9 639
Autres	714	701
Total des liquidités soumises à des restrictions.....	25 163	25 340
Total de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des liquidités soumises à des restrictions.....	124 148	121 859

Notes to the Condensed Interim Consolidated Financial Statements

(Expressed in US dollars except where otherwise indicated – amounts in tables are presented in thousands of US dollars - unaudited)

7. Clients et autres débiteurs

	Au 31 mars 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Créances clients - or	1 251	92
Autres débiteurs	36 076	28 489
Partie courante de l'avance à recevoir	836	853
	38 163	29 434

Les créances clients se rapportent aux livraisons d'or dont le paiement n'a pas encore été reçu. Elles ne portent pas intérêt et sont généralement réglées dans un délai de 15 jours.

Les autres débiteurs incluent des montants à recevoir au titre de la TVA totalisant 35 635 000 \$ au 31 mars 2019 (27 381 000 \$ au 31 décembre 2018). Ces montants ne portent pas intérêt et sont généralement réglés dans un délai de 12 mois. La TVA à recevoir qui est en souffrance (plus de douze mois) s'élevait à 3 296 000 \$ au 31 mars 2019 (montant nul au 31 décembre 2018).

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2019, aucune provision n'a été comptabilisée au titre de la TVA à recevoir (aucune pour le trimestre terminé le 31 mars 2018).

Au 31 mars 2019, la Société ne détenait aucune garantie sur les sommes à recevoir (aucune garantie au 31 décembre 2018).

8. Stocks

	Au 31 mars 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Lingots d'or.....	2 241	3 141
Or en voie de production	13 932	15 604
Minerai empilé	11 742	12 176
Fournitures et pièces de rechange	56 687	52 290
	84 602	83 211

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2019, une provision nette en charges de 277 000 \$, se rapportant principalement aux pièces de rechange, a été comptabilisée (563 000 \$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2018).

Notes annexes

(en dollars américains, sauf indication contraire – les montants dans les tableaux sont présentés en milliers de dollars américains – non audité)

9. Immobilisations corporelles

	Coûts d'acquisition de propriétés et frais d'exploration et de dévelop- pement différés	Actifs d'explora- tion et d'évaluation (ii)	Propriétés minières en dévelop- pement (iii)	Bâtiments et matériel relatifs à l'exploita- tion minière	Équipe- ment d'extrac- tion minière	Matériel roulant, matériel de communi- cation et matériel informa- tique	TOTAL
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Trimestre terminé le 31 mars 2019							
Valeur comptable nette au début de la période	419 963	42 088	10 785	250 227	49 239	9 758	782 060
Ajouts au 1 ^{er} janvier 2019 découlant de la transition à IFRS 16 (note 4).....	—	—	—	1 716	4 270	1 385	7 371
Valeur comptable nette ajustée au début de la période.....	419 963	42 088	10 785	251 943	53 509	11 143	789 431
Acquisitions	29 524	1 768	—	4 767	2 863	356	39 278
Développement souterrain (iv)	—	—	9 539	—	—	—	9 539
Mise hors service d'immobilisations (v) ..	—	—	—	—	(3)	—	(3)
Dotation aux amortissements.....	(25 564)	—	—	(10 079)	(5 243)	(805)	(41 691)
Valeur comptable nette à la fin de la période	423 923	43 856	20 324	246 631	51 126	10 694	796 554
Au 31 mars 2019							
Coût	735 730	43 856	20 324	384 113	125 991	21 848	1 331 862
Cumul des amortissements	(311 807)	—	—	(137 482)	(74 865)	(11 154)	(535 308)
Valeur comptable nette	423 923	43 856	20 324	246 631	51 126	10 694	796 554
Actifs au titre de droits d'utilisation (note 12)	—	—	—	4 633	27 799	2 298	34 730
Actifs non amortis inclus dans ce qui précède (i)	238	43 856	20 324	5 993	4 209	40	74 660
Exercice terminé le 31 décembre 2018							
Valeur comptable nette au début de l'exercice.....	173 403	31 298	341 787	93 068	60 443	3 342	703 341
Acquisitions	72 393	10 790	96 958	6 921	7 183	2 132	196 377
Développement souterrain (iv)	—	—	10 785	—	—	—	10 785
Mise hors service d'immobilisations ..	(123)	—	—	(292)	(784)	—	(1 199)
Dotation aux amortissements.....	(76 491)	—	—	(19 394)	(17 603)	(1 434)	(114 922)
Reclassement	250 781	—	(438 745)	169 924	—	5 718	(12 322)
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice	419 963	42 088	10 785	250 227	49 239	9 758	782 060
Au 31 décembre 2018							
Coût	706 206	42 088	10 785	377 630	118 869	20 107	1 275 685
Cumul des amortissements	(286 243)	—	—	(127 403)	(69 630)	(10 349)	(493 625)
Valeur comptable nette	419 963	42 088	10 785	250 227	49 239	9 758	782 060
Actifs non amortis inclus dans ce qui précède (i)	20	42 088	10 785	3 495	3 547	116	60 051

(i) Les actifs non amortis comprennent des pièces de rechange essentielles non installées de 5 961 000 \$ (5 171 000 \$ au 31 décembre 2018) ainsi que des actifs en cours de construction, en transit ou des actifs d'exploration et d'évaluation de 68 699 000 \$ (54 880 000 \$ au 31 décembre 2018).

(ii) Les actifs d'exploration et d'évaluation comprennent principalement des ententes d'options, des droits miniers et des dépenses d'exploration et d'évaluation qui incluent typiquement des coûts associés à la prospection, l'échantillonnage, les tranchées, les forages, ainsi que d'autres travaux consacrés à la recherche de minerai tels que des études topographiques, géologiques, géochimiques et géophysiques.

9. Immobilisations corporelles (suite)

(iii) Projet Boungou

En 2015, la Société a acquis la totalité des actions d'Orbis Gold Limited et ce faisant, a fait l'acquisition du projet aurifère Boungou. Le 25 février 2016, la Société a annoncé les résultats d'une étude de faisabilité sur le projet Boungou. Le 29 mars 2016, la Société a amendé sa facilité de crédit avec Macquarie Bank Limited (« Macquarie ») afin de s'assurer de disposer de ressources financières suffisantes pour avancer le projet Boungou jusqu'à l'étape de la production. Le 22 décembre 2016, le Conseil des ministres du Burkina Faso a approuvé l'octroi du permis d'exploitation minière à Boungou. Suivant l'octroi officiel du décret minier, le gouvernement du Burkina Faso a droit à une participation de 10 % dans le projet, ce qui réduit donc la participation de la Société à 90 %.

Le 22 décembre 2016, la direction a déterminé que la faisabilité technique et la viabilité commerciale du projet Boungou avaient été établies.

Au 1^{er} septembre 2018, la production commerciale a débuté à la mine Boungou. Par conséquent, la capitalisation des coûts de préproduction commerciale a cessé à compter du 1^{er} septembre 2018, incluant les coûts d'emprunt. La Société a reclassé les montants inclus à la rubrique « Propriétés minières en développement » aux catégories appropriées dans les immobilisations corporelles et aux stocks pour un montant de 12 322 000 \$.

Avant l'atteinte de la production commerciale, le montant des coûts d'emprunt capitalisés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 s'élevait à 7 930 000 \$. Les coûts d'emprunt comprennent les charges d'intérêt et l'amortissement des frais de transaction différés sur la facilité de crédit avec Macquarie (note 11) ainsi que les frais de financement en lien avec les passifs de location (note 12). Les ventes d'or résultant d'activités de préproduction ont été portées en réduction des coûts capitalisés et se sont élevées à 14 994 000 \$ en 2018.

(iv) Développement souterrain à Siou

En février 2018, la Société a terminé l'étude de pré faisabilité (« ÉPF ») de Mana, laquelle incluait un projet de mine souterraine à Siou. En septembre 2018, la Société a démarré le développement souterrain à Siou, d'une durée prévue de 18 mois. Par conséquent, les coûts de développement sont capitalisés dans les « Propriétés minières en développement » et les montants capitalisés seront évalués au coût jusqu'à ce que le projet entre en production. Durant la période de développement, le montant des coûts d'emprunt capitalisés pour le trimestre terminé le 31 mars 2019 était de 510 000 \$ (montant nul pour le trimestre terminé le 31 mars 2018). Les coûts d'emprunt comprennent les charges d'intérêt et l'amortissement des frais de transaction différés sur la facilité de crédit avec Macquarie (note 11) ainsi que les frais de financement en lien avec les passifs de location (note 12).

- (v) Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2019, la Société a mis hors service des immobilisations pour un coût de 11 000 \$ et un amortissement cumulé de 8 000 \$.

10. Autres actifs financiers non courants

	Au 31 mars 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Placement dans GoviEx Uranium Inc. (« GoviEx ») (note 14)	1 176	1 079
Placement dans Savary Gold Corp. (« Savary Gold ») (note 14).....	3 702	1 450
Autres	259	93
	5 137	2 622

11. Dette à long terme

La dette à long terme se présente comme suit :

	Au 31 mars 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Facilité de crédit (a).....	105 000	120 000
Frais de transaction différés non amortis.....	(2 032)	(2 612)
Financement d'équipement.....	104	181
Dette à long terme, déduction faite des frais de transaction différés	103 072	117 569
Tranche courante.....	60 104	60 181
Tranche non courante.....	42 968	57 388
	103 072	117 569

	Au 31 mars 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Solde au début de la période.....	117 569	115 557
Remboursement de capital.....	(15 077)	(310)
Amortissement des frais de transaction.....	580	2 322
Solde à la fin de la période	103 072	117 569

(a) Facilité de crédit avec Macquarie

Au 31 mars 2019, la facilité de crédit avec Macquarie (la « facilité de crédit ») s'élevait à 105 000 000 \$ et portait intérêt à un taux équivalent au taux LIBOR majoré de 4,75 % par année, le capital étant remboursable en huit versements trimestriels égaux de 15 000 000 \$; le premier remboursement de capital a été versé le 31 mars 2019. La facilité de crédit est garantie par l'ensemble des actifs de SEMAFO inc., incluant les actions de SEMAFO (Barbados) Limited.

La Société est tenue de maintenir un montant de 25 000 000 \$ dans un compte distinct. Cette obligation sera levée lorsque la Société aura débuté la production commerciale à sa mine Boungou et que le montant de la facilité de crédit aura été réduit à 90 000 000 \$. De plus, la Société est tenue de déposer 15 000 000 \$ jusqu'à ce que le montant restant à rembourser en vertu de la facilité de crédit soit inférieur ou égal à 30 000 000 \$. Ce montant a été comptabilisé sous la forme de liquidités soumises à des restrictions (note 6).

Suivant le début de la production commerciale à Boungou, de nouvelles clauses restrictives ont été appliquées conformément aux modalités de la facilité de crédit. La facilité de crédit est assujettie aux clauses restrictives consolidées suivantes sur une base trimestrielle :

- Ratio du fonds de roulement supérieur à 1,20 : 1,00
- Ratio de la dette nette au BAIIA des deux trimestres précédents inférieur à 5,00 : 1,00

Au 31 mars 2019, toutes les clauses restrictives étaient respectées.

La Société peut rembourser des montants dus en vertu de la facilité de crédit en tout ou en partie, en tout temps, sans pénalité.

12. Contrats de location

Des actifs au titre de droits d'utilisation sont inclus dans les immobilisations corporelles, tel que décrit ci-dessous :

	Bâtiments et matériel relatifs à l'exploita- tion minière	Équipe- ment d'extrac- tion minière	Matériel roulant, matériel de communi- cation et matériel informa- tique	TOTAL
	\$	\$	\$	\$
Trimestre terminé le 31 mars 2019				
Valeur comptable nette à l'ouverture (actifs antérieurement liés à des contrats de location-financement en vertu d'IAS 17).....	2 937	24 293	1 005	28 235
Ajouts au 1 ^{er} janvier 2019 découlant de la transition à IFRS 16 (note 4).....	1 716	4 270	1 385	7 371
Valeur comptable nette ajustée en vertu d'IFRS 16.....	4 653	28 563	2 390	35 606
Ajouts.....	218	1 992	129	2 339
Dotation aux amortissements.....	(238)	(2 756)	(221)	(3 215)
Valeur comptable nette à la clôture.....	4 633	27 799	2 298	34 730

Les passifs de location se présentent comme suit :

	Au 31 mars 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Solde d'ouverture, passifs de location en vertu d'IAS 17 (antérieurement contrats de location-financement en vertu d'IAS 17).....	27 964	23 711
Ajouts au 1 ^{er} janvier 2019 découlant de la transition à IFRS 16 (note 4)	7 371	—
Solde d'ouverture ajusté, passifs de location en vertu d'IFRS 16	35 335	23 711
Nouvelles créances découlant de passifs de location	2 339	9 738
Païement de mobilisation durant la période	(80)	(154)
Versements durant la période	(2 045)	(5 331)
Impact des taux de change	(103)	—
Solde de clôture, passifs de location	35 446	27 964
Tranche courante	11 793	7 820
Tranche non courante	23 653	20 144
	35 446	27 964

Ces passifs ont été évalués à la valeur actuelle des paiements de location résiduels, actualisée en utilisant le taux d'emprunt marginal de la Société au 1^{er} janvier 2019, soit 7 %, ou le taux d'intérêt implicite dans le cas d'un contrat de location en particulier, qui était de 7,5 %. Les contrats de location ne comportent aucune clause restrictive.

Notes annexes

(en dollars américains, sauf indication contraire – les montants dans les tableaux sont présentés en dollars américains – non audité)

13. Provisions

	Au 31 mars 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Partie courante.....	2 928	3 051
Partie non courante.....	24 022	23 561
	26 950	26 612

	Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations \$	Autres \$	Total \$
Au 1 ^{er} janvier 2018.....	11 939	3 388	15 327
Provisions supplémentaires	10 599	—	10 599
Variation attribuable à la charge de désactualisation, aux taux de change et aux provisions utilisées au cours de l'exercice.....	915	(229)	686
Au 31 décembre 2018.....	23 453	3 159	26 612
Provisions supplémentaires	98	—	98
Variation attribuable à la charge de désactualisation, aux taux de change et aux provisions utilisées au cours de la période.....	410	(170)	240
Au 31 mars 2019.....	23 961	2 989	26 950

14. Instruments financiers

Catégories d'évaluation

Les actifs financiers et les passifs financiers ont été classés dans des catégories qui définissent leur base d'évaluation et, dans le cas des éléments évalués à la juste valeur, qui déterminent si les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans le résultat net ou dans les AERG. Ces catégories sont les suivantes : actifs financiers au coût amorti, actifs financiers à la JVAERG et passifs financiers au coût amorti. Le tableau qui suit présente la valeur comptable des actifs et des passifs classés dans chacune de ces catégories au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018.

	Au 31 mars 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Actifs financiers		
Actifs financiers au coût amorti		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	98 985	96 519
Liquidités soumises à des restrictions	25 163	25 340
Créances clients – or.....	1 251	92
Avance à recevoir.....	2 752	2 970
Autres débiteurs (à l'exception de la TVA).....	441	1 258
Actifs financiers à la JVAERG		
Placement dans GoviEx	1 176	1 079
Placement dans Savary Gold	3 702	1 450
Autres	1 740	776
	135 210	129 484
Passifs financiers		
Passifs financiers au coût amorti		
Dettes fournisseurs et autres passifs financiers	52 507	56 849
Dette à long terme	103 072	117 569
Passifs de location	35 446	27 964
	191 025	202 382

Facteurs de risques financiers

a) Marché

i. Juste valeur

Les actifs financiers et les passifs financiers courants sont évalués à la valeur comptable, qui est considérée comme une estimation raisonnable de leur juste valeur en raison de leur échéance rapprochée. C'est le cas de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients – or, des autres débiteurs (à l'exception de la TVA), et des dettes fournisseurs et autres passifs financiers. La juste valeur de l'avance à recevoir est estimée en actualisant les flux de trésorerie futurs et se rapproche de la valeur comptable. La juste valeur des liquidités soumises à des restrictions avoisine leur valeur comptable. La dette à long terme a été comptabilisée au coût amorti et sa juste valeur avoisine sa valeur comptable.

La hiérarchie de la juste valeur selon laquelle les instruments financiers de la Société sont évalués se présente comme suit :

- Le niveau 1 comprend les prix non ajustés cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Le niveau 2 comprend des données, autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement, soit indirectement; et
- Le niveau 3 comprend des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables du marché.

Le département des finances de la Société est responsable de l'évaluation des instruments financiers, y compris ceux classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur. Le processus d'évaluation et les résultats en ressortant sont passés en revue et approuvés chaque trimestre par la direction, aux dates de clôture des trimestres de la Société. Les résultats de l'évaluation font l'objet de discussions avec le comité d'audit dans le cadre de la revue trimestrielle des états financiers de la Société. Selon son analyse de la nature et des caractéristiques des instruments de capitaux propres et des risques qui y sont associés, la Société a déterminé qu'il était approprié de présenter ceux-ci par type de placement.

14. Instruments financiers (suite)

Avance à recevoir

L'avance à recevoir est évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Puisque la juste valeur de l'avance à recevoir est divulguée, cette dernière est classée comme un instrument financier de niveau 3 selon la hiérarchie de la juste valeur de la Société. La technique d'évaluation utilisée est l'approche par le résultat (actualisation des flux de trésorerie futurs) en utilisant un taux d'intérêt effectif de 7 % sur une période de sept ans. Le produit d'intérêt est comptabilisé à l'état du résultat à titre de produit financier. Au 31 mars 2019, la juste valeur de l'avance à recevoir était de 2 752 000 \$ (2 970 000 \$ au 31 décembre 2018) et ne différait pas significativement de sa valeur comptable.

Passifs de location

Les passifs de location sont comptabilisés au moindre montant entre la juste valeur et la valeur actuelle des paiements de location minimums à l'entrée en vigueur des contrats. Leur juste valeur avoisine leur valeur comptable.

Placement dans GoviEx

Le placement dans GoviEx, une société de ressources minérales dont les titres sont négociés en bourse et qui se consacre à l'exploration et au développement de propriétés uranifères en Afrique, est classé dans les actifs financiers à la JVAERG. La juste valeur du placement est évaluée sur une base récurrente.

Le placement dans GoviEx est classé comme un instrument financier de niveau 1 selon la hiérarchie de la juste valeur. Conformément aux politiques de la Société et basé sur le dernier cours de clôture observé au TSX-V, la Société estime qu'en date du 31 mars 2019, la juste valeur de ce placement était de 1 176 000 \$ (1 079 000 \$ au 31 décembre 2018).

Placement dans Savary Gold

En février 2018, SEMAFO a acquis 33 333 333 actions de Savary Gold pour un montant de 1,6 million \$. Le produit du placement est utilisé pour avancer le projet Karankasso. En décembre 2018, la Société a acquis 6 200 000 actions supplémentaires de Savary Gold et 3 100 000 bons de souscription, pour la somme de 232 000 \$.

Savary Gold est une société d'exploration canadienne dont les titres sont négociés au TSX-V et qui détient des propriétés au Burkina Faso. Le placement dans Savary Gold est considéré comme un instrument financier de niveau 1 dans la hiérarchie de la juste valeur et sa juste valeur est évaluée sur une base récurrente. Lors de la comptabilisation initiale, la Société a désigné son placement dans Savary Gold comme un actif financier à la JVAERG. Conformément aux politiques de la Société et basé sur le dernier cours de clôture observé au TSX-V, la Société estime qu'en date du 31 mars 2019, la juste valeur de ce placement était de 3 702 000 \$ (1 450 000 \$ au 31 décembre 2018).

Les bons de souscription sont considérés de niveau 3 dans la hiérarchie de la juste valeur, et leur juste valeur est évaluée sur une base récurrente. Ils sont classés dans les actifs financiers à la JVRN. Les bons de souscription donnent le droit d'acheter 3 100 000 actions de Savary Gold jusqu'au 31 décembre 2021, à un prix d'exercice de 0,05 \$ CA. Conformément aux politiques de la Société et basé sur le modèle d'évaluation de Black et Scholes, la Société estime qu'en date du 31 mars 2019, leur juste valeur était de 259 000 \$. Pour des informations ultérieures sur Savary Gold, se référer à la note 24.

Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux 1, 2 et 3 durant le trimestre terminé le 31 mars 2019.

15. Charges d'exploitation minière

Le tableau suivant décrit les charges d'exploitation minière par nature :

	Trimestres terminés les 31 mars	
	2019 \$	2018 \$
Fournitures et services d'exploitation et d'entretien.....	33 195	19 927
Carburant	19 109	12 025
Charges au titre des avantages du personnel	9 181	8 167
Réactifs	4 452	3 145
Variation des stocks.....	1 639	2 067
Moins : Coûts de production capitalisés à titre de frais de découverte	(23 326)	(8 697)
Total des coûts de production	44 250	36 634
Redevances gouvernementales et taxes de développement	7 155	3 144
Charges d'exploitation minière	51 405	39 778

Notes to the Condensed Interim Consolidated Financial Statements

(Expressed in US dollars except where otherwise indicated – amounts in tables are presented in thousands of US dollars - unaudited)

16. Charges administratives

	Trimestres terminés les 31 mars	
	2019	2018
	\$	\$
Corporatif – Charges administratives.....	3 200	3 282
Sites – Charges administratives	760	635
	3 960	3 917

17. Rémunération fondée sur des actions

Le tableau ci-dessous présente les passifs liés aux régimes d'unités d'actions :

	Au 31 mars 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Partie courante	4 172	3 311
Partie non courante	2 092	2 263
	6 264	5 574

Le tableau ci-dessous présente la ventilation des charges de rémunération fondée sur des actions par type d'unités d'actions :

	Trimestres terminés les 31 mars	
	2019	2018
	\$	\$
Unités d'actions restreintes.....	1 574	831
Unités d'actions différées.....	931	486
Unités d'actions de performance	327	101
	2 832	1 418

Le tableau ci-dessous présente la ventilation des charges de rémunération fondée sur des actions liées aux unités en circulation et à la variation de la juste valeur du prix de l'action :

	Trimestres terminés les 31 mars	
	2019	2018
	\$	\$
Charge liée aux unités en circulation	1 217	1,321
Charge liée à la variation de la juste valeur du prix de l'action	1 615	97
	2 832	1 418

Notes to the Condensed Interim Consolidated Financial Statements

(Expressed in US dollars except where otherwise indicated – amounts in tables are presented in thousands of US dollars - unaudited)

18. Charges financières

	Trimestres terminés les 31 mars	
	2019	2018
	\$	\$
Intérêt sur la dette à long terme.....	1 870	—
Intérêt sur les passifs de location	507	—
Charge de désactualisation	413	155
Amortissement des frais de transaction différés.....	500	—
Autres	266	158
	3 556	313

19. Participations ne donnant pas le contrôle

	Trimestres terminés les 31 mars	
	2019	2018
	\$	\$
Gouvernement du Burkina Faso – 10 % dans SEMAFO Boungou S.A.....	2 859	15
Gouvernement du Burkina Faso – 10 % dans SEMAFO Burkina Faso S.A.	597	(205)
	3 456	(190)

20. Résultat par action

	Trimestres terminés les 31 mars	
	2019	2018
	\$	\$
(en milliers, à l'exception du nombre d'actions et des montants par action)		
Résultat net de la période attribuable aux actionnaires de la Société	17 666	(4 710)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – de base	325 644	325 062
Effet dilutif des options ¹	180	—
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – dilué.....	325 824	325 062
Résultat par action.....	0,05	(0,01)
Résultat dilué par action ¹	0,05	(0,01)

¹ Lorsque la Société comptabilise une perte nette attribuable aux actionnaires de la Société, la perte diluée par action est calculée en fonction du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de base puisque l'effet des options est antidilutif.

21. Engagements financiers et éventualités

Obligations d'achat

Au 31 mars 2019, les obligations d'achat totalisaient 3 850 000 \$.

Redevances gouvernementales

Au Burkina Faso, le taux de redevances sur les volumes expédiés est de 3 % dans le cas d'un cours au comptant de l'or inférieur ou égal à 1 000 \$ l'once, de 4 % dans le cas d'un cours au comptant de l'or se situant entre 1 000 \$ et 1 300 \$ l'once et de 5 % dans le cas d'un cours au comptant de l'or supérieur à 1 300 \$ l'once.

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2019, la Société était assujettie à des taux de redevances de 4 % et 5 % (5 % pour le trimestre terminé le 31 mars 2018), dont le calcul s'est fait en utilisant la valeur au marché de détail des onces d'or vendues au moment de leur livraison. Pour le trimestre terminé le 31 mars 2019, des redevances de 6 299 000 \$ (3 144 000 \$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2018) ont été payées au gouvernement du Burkina Faso.

Taxe de développement communautaire

La Société est assujettie à une taxe de développement communautaire de 1 % sur les revenus de la mine Boungou. Pour le trimestre terminé le 31 mars 2019, la taxe de développement communautaire à la mine Boungou s'est élevée à 856 000 \$ (montant nul pour le trimestre terminé le 31 mars 2018).

Redevances sur les revenus nets d'affinage (« NSR ») et participations aux bénéfices nets (« NPI »)

La Société est assujettie à des redevances NSR de 1 % à 1,5 % sur différentes propriétés d'exploration. Les redevances NSR n'entreront en vigueur que lorsque la Société entrera en production commerciale. La Société est aussi assujettie à des NPI de 0,5 % à 1 % sur différentes propriétés d'exploration.

Éventualités

Taxe sur le prélèvement de l'eau

Le 15 octobre 2015, la Société a reçu une facture à l'égard d'une taxe sur le prélèvement de l'eau de 3 839 000 \$ (2 244 166 000 FCFA). La Société est exonérée de cette taxe en vertu de la convention minière pour la mine Mana, aux termes des clauses de stabilité fiscale. Conséquemment, aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 31 mars 2019. La Société défend vigoureusement sa position auprès de l'Agence de l'eau.

22. Informations financières incluses dans les tableaux consolidés intermédiaires des flux de trésorerie

a) Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement

	Trimestres terminés les 31 mars	
	2019	2018
	\$	\$
Clients et autres débiteurs	(8 534)	(5 980)
Impôt sur le résultat à recevoir	(291)	(1 175)
Stocks	(2 757)	(704)
Autres actifs courants	133	(695)
Fournisseurs et charges à payer	(2 385)	(1 898)
Passifs liés aux régimes d'unités d'actions.....	(2 142)	(5 271)
Provisions	240	87
	(15 736)	(15 636)

b) Informations supplémentaires sur les éléments hors trésorerie

	Trimestres terminés les 31 mars	
	2019	2018
	\$	\$
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles attribuée aux frais d'exploration et de développement	2 775	1 045
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles attribuée aux propriétés minières en développement.....	694	1 442
Effet net de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles attribuée aux stocks	(1 366)	(802)
Nouvelles obligations liées à la mise hors service d'immobilisations attribuées aux immobilisations corporelles.....	98	950
Variation des comptes créditeurs se rapportant aux immobilisations corporelles.....	(348)	(6 545)
Variation des passifs de location se rapportant aux immobilisations corporelles.....	9 710	(177)
Amortissement des frais de financement capitalisés	80	580

c) Informations supplémentaires sur les acquisitions d'immobilisations corporelles

	Trimestres terminés les 31 mars	
	2019	2018
	\$	\$
Acquisitions d'actifs d'exploration et d'évaluation.....	(2 793)	(1 693)
Acquisitions d'autres immobilisations corporelles.....	(40 386)	(59 463)
	(43 179)	(61 156)

Notes annexes

(en dollars américains, sauf indication contraire - les montants dans les tableaux sont présentés en milliers de dollars américains – non audité)

23. Information sectorielle

La Société exerce ses activités d'exploration et d'exploitation au Burkina Faso. Les secteurs opérationnels présentés rendent compte de la structure de gestion de la Société et de la manière dont le principal décideur opérationnel de la Société évalue la performance commerciale. La Société évalue la performance de ses secteurs opérationnels principalement en fonction du résultat opérationnel, comme le montrent les tableaux qui suivent.

	Trimestre terminé le 31 mars 2019				
	Boungou, Burkina Faso	Mana, Burkina Faso	Autres explorations	Corporatif et autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Produits – Ventes d'or.....	84 492	54 049	—	—	138 541
Charges d'exploitation minière.....	21 794	29 611	—	—	51 405
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles.....	24 948	14 531	—	149	39 628
Charges administratives	217	543	—	3 200	3 960
Dépenses relatives à la responsabilité sociale corporative	82	275	—	—	357
Rémunération fondée sur des actions	—	—	—	2 832	2 832
Résultat opérationnel	37 451	9 089	—	(6 181)	40 359
Immobilisations corporelles	430 352	319 122	44 013	3 067	796 554
Total de l'actif.....	512 459	435 812	44 864	70 478	1 063 613

	Trimestre terminé le 31 mars 2018				
	Boungou, Burkina Faso	Mana, Burkina Faso	Autres explorations	Corporatif et autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Produits – Ventes d'or.....	—	62 698	—	—	62 698
Charges d'exploitation minière.....	—	39 778	—	—	39 778
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles.....	—	25 332	—	96	25 428
Charges administratives	—	635	—	3 282	3 917
Dépenses relatives à la responsabilité sociale corporative	37	185	—	—	222
Rémunération fondée sur des actions	—	—	—	1 418	1 418
Résultat opérationnel	(37)	(3 232)	—	(4 796)	(8 065)
Immobilisations corporelles	405 743	292 844	34 624	1 497	734 708
Total de l'actif.....	413 452	438 108	35 590	122 183	1 009 333

Les produits de la Société proviennent d'un raffineur. La Société ne dépend pas économiquement d'un nombre limité de clients pour la vente de l'or puisque l'or peut être vendu par l'entremise de nombreux négociants de matières premières partout dans le monde.

24. Événement subséquent

Le 30 avril 2019, nous avons annoncé la réalisation de l'acquisition précédemment annoncée (la « transaction »), en vertu de laquelle SEMAFO a acquis la totalité des actions émises et en circulation de Savary Gold. Selon les modalités de la transaction, les actionnaires de Savary Gold ont reçu 0,0336 action ordinaire de SEMAFO pour chaque action ordinaire de Savary Gold. À la clôture, SEMAFO comptait environ 333,1 millions d'actions ordinaires en circulation. Les actions ordinaires de Savary Gold ont été retirées de la cote de la Bourse de croissance TSX.